



Shanghai, mise en valeur du patrimoine industriel.
Shanghai, rehabilitating its industrial heritage.



En 2009 à Shanghai, les destructions continuent.
Shanghai, 2009, the demolition continues.

LA CHINE, UN HÉRITAGE CULTUREL EN CHANTIER

En Chine, la protection du patrimoine est une préoccupation récente interprétée de façon plus ou moins heureuse. Ce mouvement fragile, soumis à de puissantes contraintes politiques locales et un développement économique triomphant, réussit vaille que vaille à s'implanter et présente quelques beaux succès.

Les grandes métropoles chinoises de Pékin ou Shanghai, les villes provinciales de Pingyao, Shaoxing ou Lijiang, les petites villes d'eau du Jiangnan, pour ne citer que ces exemples, présentent des situations patrimoniales très diverses. La préservation de leur centre et quartiers anciens dépend très directement de multiples conditions locales : histoire, géographie, orientations urbaines, touristiques et culturelles, qualité des acteurs sur place... de même que des orientations ou de la vision globale des décideurs locaux, et de la présence ou non de contre-pouvoirs. Loin d'être exhaustifs, ces critères d'appréciation morcellent ainsi le paysage patrimonial chinois.

Le concept occidental de patrimoine, retranscrit par les mots *wenhua yichan*, soit « héritage culturel », n'émerge en Chine que dans la première moitié du XX^e siècle, bien que des travaux sur les monuments historiques semblent remonter à la fin du XIX^e. Zhang Liang, qui a écrit un ouvrage¹ sur la question, distingue quatre étapes majeures dans cette évolution : le « réveil de la conscience » à l'ère de la Chine moderne, à partir de 1900 ; l'acceptation du monument historique vers 1930 ; la « ville musée » contre la « ville socialiste » dans les années 1950 ; et enfin le « patrimoine urbain » à l'ère de la modernisation à partir des années 1980. Le pays connaît alors une vague de destructions majeures mais cette période est parallèlement marquée par un tournant dans la réflexion sur la protection du patrimoine, notamment urbain.

1 Zhang Liang, *La Naissance du concept de patrimoine en Chine, XIX-XX^e siècles*, Éditions Recherche, 2003.

Dans un contexte d'ouverture, les intellectuels chinois peuvent puiser des éléments de réflexion dans les chartes internationales (Varsovie et Nairobi²). En 1985, la Chine adhère à la Convention sur la protection du patrimoine mondial. Au niveau national, le label « Villes célèbres historiques et culturelles » (*Lishi wenhua mingcheng*), mis en place en 1982, va instituer l'application des premières lois en faveur du patrimoine. Ce label est décerné aujourd'hui à 110 villes ainsi qu'à une multitude d'entités urbaines et rurales à différentes échelles : villes, bourgs, villages, quartiers. La liste ne cesse de s'allonger depuis 30 ans, l'inventaire du patrimoine urbain chinois étant toujours en cours.

Malgré l'instauration de ce cadre formel, les destructions effectuées à partir des premières heures des réformes économiques et jusqu'à la fin des années 1990, paroxysme de cette période noire pour les centres anciens, sont inquantifiables et les pertes inestimables. À titre d'exemple, les 7 millions de mètres carrés d'habitat ancien que comptait Pékin en 1980 ont été amputés de deux millions de mètres carrés au cours des années 1980 et 1990, ayant pour conséquence l'expropriation de plusieurs centaines de milliers de personnes. Au début des années 2000, les autorités prévoyaient la quasi-disparition de la vieille ville, mais les pressions locales et internationales ont fait avorter l'exécution de cet objectif³. En 2002, naissaient alors les premiers plans de protection intégrés au schéma directeur de la ville, sans pour autant enrayer totalement les destructions – qui se poursuivent toujours. Ne resterait aujourd'hui que 1.500 *hutong*⁴ à Pékin, contre 4.000 recensées au début des années 1980.

À l'initiative de ces mouvements d'éveil au patrimoine se retrouvent divers acteurs institutionnels. Ce sont les grandes universités techniques du pays qui jouent un rôle moteur, à la fois dans la mise en place des réglementations, dans les expertises locales et la réalisation d'inventaires, dans la formation des cadres locaux et enfin dans la transmission du savoir. Elles sont épaulées dans ce travail par différentes entités plus ou moins autonomes. Tongji (Shanghai), première université dans ce domaine, travaille par exemple avec le Centre national de recherches sur les villes historiques et culturelles, le Centre Asie-Pacifique de l'Unesco ou encore des fondations telles que la fondation Ruan Yisan pour la protection du patrimoine.

Depuis 30 ans, ces acteurs sont à l'origine des évolutions récentes en faveur du patrimoine urbain, en mobilisant l'opinion publique et les médias, levant des fonds, initiant recherches et projets à travers tout le pays. Parmi les résultats les plus probants, on peut citer le travail remarquable entrepris sur les villes de Lijiang ou de Pingyao, qui a conduit à leur inscription au Patrimoine mondial de l'Unesco (respectivement en 1997 et 2003). Un signe que ce travail concret a fait avancer peu à peu la pensée sur le patrimoine et son cadre légal – également grâce aux échanges académiques entretenus avec l'international, et notamment la France

2 Recommandation de Varsovie-Nairobi concernant la sauvegarde des ensembles historiques ou traditionnels et leur rôle dans la vie contemporaine, adoptée en 1976 par la Conférence générale de l'Unesco.

3 Pékin, *métamorphoses d'une ville impériale*, Stéphanie Ollivier et Che Bing Chiu, Le Cherche Midi, 2009.

4 *Hutong* : forme de ruelles traditionnelles du Nord chinois, organisées en réseau dense orthonormé, qui desservent des séries de maisons à cours carrées nommées *siheyuan*.



Wuxi, nouvelle « vieille ville » de la province du Jiangsu.
Wuxi, new "old town" in Jiangsu province.



Dans le Shanxi, le tourisme domestique a désormais un impact.
Shanxi, the impact of domestic tourism.

par l'intermédiaire de l'Observatoire de l'architecture de la Chine contemporaine et l'École de Chaillot.

Notons toutefois que la volonté des institutions chinoises se heurte souvent à l'arbitraire des autorités locales. Cantonnées au rôle d'expert-conseil, les universités doivent se plier aux volontés des bureaux d'urbanisme locaux, seuls dépositaires et décisionnaires des projets, ce qui entraîne souvent un décalage entre les plans de protection décidés et la réalité des actions sur le terrain.

Des divergences logiques si l'on regarde la structure décisionnelle, où financiers, maîtres d'œuvre, urbanistes, parfois même promoteurs, dépendent tous plus ou moins d'une même entité : le gouvernement local. En conséquence, dès que préservation et développement sont mis en concurrence, et s'il n'y a pas de contre-pouvoir solide, l'application des lois de protection se fait moins strictement – au détriment du patrimoine.

Toutefois, depuis une dizaine d'années, un glissement se produit. L'augmentation générale du niveau de vie et la nouvelle place qu'occupe le tourisme ont révélé l'importance du patrimoine aux yeux des pouvoirs publics. Du statut de victime, celui-ci devient une manne financière potentielle, surtout dans les zones peu développées, souvent les plus riches en la matière. Mais la recherche de profit à court terme conduit trop souvent à la réalisation d'opérations commerciales qui excluent par exemple toute mixité de fonctions, nuisant de fait à l'authenticité des lieux. Les opérations sont pilotées par des Instituts locaux d'urbanisme souvent très généralistes, manquant de temps et d'expérience dans ce type de réalisations. Les artisans locaux et le savoir-faire font aussi souvent défaut, en raison du caractère instable de cette activité où l'offre de travail n'est pas constante. Il en résulte des projets de reconstruction approximatifs, dans lesquels une part importante est laissée à la réinterprétation, recréant un environnement construit fantasmé.

Dans un grand nombre de cas, les habitants sont délocalisés en périphérie du quartier ancien, voire dans d'autres villes. En l'absence de population locale et d'activités quotidiennes, les sites sont transformés en musées à ciel ouvert, où se succèdent une multitude de vendeurs de reliques culturelles manufacturées. La matière est là, mais demeure souvent vide de sens.

Ces difficultés aux origines complexes ont été récemment analysées dans l'ouvrage *Pékin, métamorphose d'une ville impériale*, qui pointe plusieurs facteurs : le « ressort psychologique » associé au prestige, à savoir le besoin de neuf des habitants en réponse aux années de pauvreté extrême vécues sous Mao ; le caractère politique du rapport au patrimoine (« pour les générations qui ont grandi pendant les années maoïstes, le charme de la patine historique reste un concept nébuleux, voire subversif ») ; et enfin le facteur économique, lié à la puissance de la promotion immobilière comme outil de développement. À cela peut s'ajouter un dernier facteur lié au strict besoin de modernisation des infrastructures publiques, comme l'implantation de lignes de métro en centre-ville.

Au-delà de ces constats, le patrimoine urbain, qu'il soit pris dans ou hors de son cadre réglementaire, fait souvent l'objet de « tests », sorte de jurisprudence permettant aux autorités et institutions d'avancer pas à pas. En quelques décennies, des initiatives

de protection, de restauration, de réhabilitation, de mise en valeur, de reconstruction à l'identique ou d'édificiations pastiches ont permis de valider certaines hypothèses ou pratiques, sans pour autant mener à une pensée globale théorique.

À Shanghai, par exemple, c'est le patrimoine industriel qui est testé à travers la réhabilitation de différentes friches, tels une zone portuaire reconverte en centre de la mode, les anciens abattoirs (opération « 1933 ») magnifiquement restaurés ou une ancienne aciérie d'État (Red Town) requalifiée en vaste parc urbain et centre d'art. Cas unique, le quartier Tianzifang a quant à lui été autoréhabilité par ses habitants, qui en ont fait un lieu mixte d'habitation et de commerces où se croisent touristes et riverains sous le regard attentif des urbanistes de Tongji. Autre opération emblématique, le quartier Xintiandi donne pour sa part l'exemple d'un succès commercial bâti sur l'image d'un quartier historique shanghaien ; c'est désormais un véritable modèle de développement commercial pour de nombreuses villes chinoises, bien que ce projet ait nécessité la destruction du quartier ancien et la relocalisation de tous ses habitants.

Pékin n'est pas en reste, avec la friche industrielle 798 datant des années 1950, d'abord squattée à l'aube des années 2000 par une poignée d'artistes éclairés puis fortement menacée de destruction. Elle fut « ressuscitée » grâce à sa révélation au grand public dans le cadre d'événements artistiques d'ampleur internationale organisés par les artistes eux-mêmes, notamment le Dashanzi international art festival. Aujourd'hui, la zone se retrouve classée à l'échelon municipal et représente l'une des grandes attractions touristiques de la ville. Là encore, un modèle que d'autres villes tentent de reproduire.

Sur l'ensemble du territoire, de « nouvelles vieilles villes » fleurissent. Des quartiers populaires entiers sont rasés pour être par la suite reconstruits, où des structures de béton remplaceront les traditionnelles structures en bois, où les architectures issues de dynasties lointaines sont très librement réinterprétées sous l'égide de promoteurs pressés. Alors que, parallèlement, sont menées des expériences patrimoniales novatrices un peu partout sur le territoire. Ces paradoxes, qui cohabitent parfois magistralement, montrent que le foisonnement d'initiatives réussit malgré tout à déboucher sur de réelles avancées patrimoniales. Une victoire sur la course effrénée vers la modernité. ●

MARLÈNE LEROUX, FRANCIS JACQUIER
ET JÉRÉMIE DESCAMPS



À Shanghai, une architecture néo-traditionnelle a été développée pour les touristes.
In Shanghai, a neo-traditional architecture for tourists.



Le village de Chuandixia, un patrimoine rural.
Chuandixia village, a rural heritage.

CHINA, CULTURAL HERITAGE AS WORK IN PROGRESS

In China, a concern with the conservation of heritage, interpreted with varying degrees of success, has only recently emerged. Although subject to powerful local political pressures and confronted by massive economic growth, this fragile movement has consolidated its position and has already enjoyed a number of successes.

The great Chinese metropolises of Beijing and Shanghai, the provincial cities of Pingyao, Shaoxing and Lijiang, and the small water cities of Jiangnan on the Yangtze Delta, to mention only these examples, have very different profiles in terms of heritage. The conservation of their centres and old neighbourhoods is directly dependent on a number of local aspects, namely their history and geography; their urban, tourist and cultural orientations; the quality of local actors; the modus operandi and global vision of local decision-makers; and the presence or otherwise of counter-powers. Although by no means exhaustive, these assessment criteria are valid for all of China's fragmented heritage landscape.

Even though it seems that restoration work was being carried out on historical monuments in the late 19th century, the Western concept of heritage, translated by the phrase *wenhua yichan*, or "cultural heritage", only emerged in China in the first half of the 20th century. Zhang Liang, who published a book on the question in 2003¹, distinguishes four major stages in this evolution: "the awakening of consciousness" in modern China beginning in the 1900s; the rise of the notion of the historical monument around 1930; the birth of the concept of the "city-museum" as opposed to the "socialist city" in the 1950s; and, lastly, the emergence of the idea of "urban heritage" during the modernization process of the 1980s. During that decade, the country experienced a wave of major demolitions but the period was also marked by an evolution in the approach to conserving heritage, particularly in the cities.

1 Zhang Liang, *La naissance du concept de patrimoine en Chine, XIX-XX^e siècles*, Éditions Recherche, 2003.

In a context of liberalization, Chinese intellectuals began to seek inspiration in international charters (Warsaw and Nairobi²). In 1985, China signed the Convention on the Protection of World Heritage. Domestically, the "Famous Historical and Cultural Cities" (*Lishi wenhua mingcheng*) label, introduced in 1982, marked the application of the first heritage conservation laws. This label has now been granted to 110 cities as well as to a multitude of urban and rural entities of varying sizes: cities, towns, villages and neighbourhoods. The list has been growing for 30 years and the process of inventorying Chinese urban heritage is ongoing.

In spite of the introduction of this formal framework, the sheer number of demolitions carried in the wake of economic reforms in the period prior to the late 1990s – a nadir of what, for old urban centres, were dark days indeed – is impossible to quantify and the losses incalculable. For example, in 1980, Beijing had seven million square metres of ancient habitat. However, during the 1980s and 1990s, two million square metres of this habitat were demolished, resulting in the expropriation of the homes of several hundred thousand people. In the early 2000s, the authorities developed a plan to demolish most of the old city, but, due to local and international pressure, the idea was abandoned³. In 2002 conservation measures were integrated into the city's master plan for the first time. However, in spite of this development, demolitions continued. In fact, today there are only 1,500 hutong⁴ left in Beijing, as opposed to 4,000 in the 1980s.

Behind these movements in favour of cultural heritage are to be found a number of institutional actors. The country's leading technical universities play a driving role, in terms not only of the application of regulations, but also in producing local surveys, carrying out inventories, training local managers and, lastly, transmitting knowledge. They receive support in these tasks from a number of bodies with various degrees of autonomy. For example, Tongji (Shanghai), the leading university in the field, works with the National Centre for Research on Historical and Cultural Cities, UNESCO's Asia-Pacific Cultural Centre and foundations such as the Ruan Yisan Foundation for the Conservation of Heritage.

For 30 years, these actors have been working to conserve urban heritage by mobilizing public opinion and the media, raising money and setting up research projects around the country. Among their most remarkable achievements is the work carried out in the cities of Lijiang and Pingyao which culminated in the cities being recognized by UNESCO as World Heritage Sites (respectively in 1997 and 2003). Such hands-on projects have had the effect of focusing minds on the issue of heritage and on the legal framework required to support it. In this regard, international academic links, particularly with France – for example, the Observatory of Contemporary Chinese Architecture and the Chaillot School – have also been helpful.

2 Warsaw-Nairobi recommendation on the Conservation of Historic Towns and Urban Areas and their Role in Contemporary Life, adopted in 1976 by UNESCO's General Conference.

3 *Pékin, métamorphoses d'une ville impériale*, Stéphanie Ollivier and Che Bing Chiu, Le Cherche Midi, 2009.

4 *Hutong*: small, traditional Northern Chinese streets organized in dense, orthonormal networks serving a series of houses with square courtyards, known as *siheyuan*.



À Taiyuan, détruire pour laisser place aux commerces.
In Taiyuan, tearing down to rebuild shopping malls.



Pingyao, patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1997.
Pingyao, a UNESCO World Heritage site since 1997.

Nevertheless, it should be noted that the intentions of such institutions are often counterbalanced by the arbitrariness of the attitudes of the local authorities. Limited to playing a role as expert consultants, the universities rely on local town planning offices, the only bodies with the power to take decisions on development projects, a fact which often leads to discrepancies between the kind of conservation plans retained and the reality of action on the ground.

The existence of such discrepancies is hardly surprising if one takes into account a decision-making structure in which financiers, project managers, urban planners and sometimes even developers all more or less depend on the same body: the local government. And when the interests of conservationists and developers clash in a context in which there are no counter-powers, conservation rules are applied less strictly, to the detriment of heritage.

Nevertheless, over the last decade or so, things have changed. The general increase in the standard of living and the new role of tourism has convinced the public authorities of the importance of heritage. Formerly accorded a kind of victim status, heritage is now seen as a potential financial manna, especially in underdeveloped areas rich in traditional ways. But the quest for short-term profit has too often led to the development of commercial operations which exclude, for example, any kind of mixity, thus damaging the authenticity of the sites on which they are built. Many projects are steered by highly generalist local town planning institutes which have neither the time nor the requisite experience to be successful in the field. And due to the unstable nature of heritage development, there is frequently a lack of local artisans and expertise, which means that the labour supply is not constant. As a result, many reconstruction projects lack focus, with the original styles being reinterpreted in a process culminating in the approximate recreation of a rather whimsical built environment.

In many cases, inhabitants are delocalized to the periphery of their old neighbourhood, or even to other cities. With no local population or day-to-day activities, such sites soon become open-air museums full of ambulating vendors selling manufactured cultural relics. The form exists, but the content often lacks meaning.

These difficulties and their complex origins were recently analyzed in a book on Beijing entitled "*Pékin, métamorphose d'une ville impériale*" in which a number of factors were examined, including the "psychological motivation" associated with prestige, or the need for the new on the part of inhabitants subject to extreme poverty during the Mao regime; the political character of the relationship with heritage ("for the generations who grew up during the Mao years, the charm of the historical patina is a nebulous, or even subversive concept"); and, lastly, the economic factor, linked to the power of real estate developers. To that can be added a last aspect associated with the urgent need to modernize public infrastructure and build metro lines in downtown areas

Beyond these observations, urban heritage, considered either within its regulatory framework or separate from it, is often subject to "tests" thanks to which a kind of case law enabling the authorities and institutions to make step-by-step progress can be developed. In the space of a few decades, initiatives in the fields of conservation,

restoration, rehabilitation, enhancement, identical reconstructions or pastiches have made it possible to verify certain hypotheses and practices. Even so, no global theoretical approach has as yet emerged.

In Shanghai, for example, the city's industrial heritage is "tested" by means of the rehabilitation of various disused sites, including a port area converted into a fashion centre, the magnificently restored former abattoirs (Operation "1933"), and the old Red Town government steel works which has been transformed into a huge urban park and arts centre. Uniquely, the Tianzifang neighbourhood was rehabilitated by its inhabitants, who converted it into a mixed residential and commercial area where tourists and residents peacefully coexist under the watchful eyes of the city planners of Tongji. Another emblematic operation, the Xintiandi neighbourhood, provides an example of a commercial success built on the image of a historical Shanghai neighbourhood; indeed, even though the project involved the demolition of the old neighbourhood and the relocation of all its inhabitants, it is now a genuine model of commercial development for numerous Chinese cities.

And neither is Beijing being left behind. For example, dating from the 1950s, the industrial plot "798" was first used as a squat in the early 2000s by a handful of enlightened artists, before enduring a serious threat of demolition. However, thanks to a series of artistic events of an international scope organized by the artists themselves, notably the Dashanzi International Art Festival, the site came to the attention of the public and was saved. Today, the area is classified at the municipal level and is one of the city's major tourist attractions. Indeed, it has become a model that other cities are attempting to reproduce.

Throughout the country, "new old towns" are flourishing. Entire working-class neighbourhoods have been razed to the ground, later to be rebuilt, concrete structures replacing traditional wooden ones, architecture from distant dynasties being freely reinterpreted under the aegis of developers with little time to spare. Concurrently, innovative heritage projects are being carried out all over China. These paradoxical projects, which sometimes proudly stand side-by-side, demonstrate that, in spite of everything, the many initiatives being taken in China today represent authentic progress in the field of conservation and heritage. A victory over the frenzied race to modernity. ●

MARLÈNE LEROUX, FRANCIS JACQUIER
AND JÉRÉMIE DESCAMPS